

PREMIER SEMESTRE 2022 :

UNE CONJONCTURE BIEN ORIENTÉE MAIS DES RISQUES IDENTIFIÉS



#136 | Janvier 2023

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 1^{er} semestre 2022

(Évolution par rapport au 1^{er} semestre 2021)



36 %
de chefs d'entreprises déclarent une hausse de chiffre d'affaires, 30 % pour le 1^{er} semestre 2021. Plus 6 points par rapport au 1^{er} semestre 2021.
(Source : CCIMBO Brest, Adeupa)



21 158
déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 1^{er} semestre 2022, +2 124 contrats par rapport au 1^{er} semestre 2021



+93 % de défaillances d'entreprises prononcées par le greffe du tribunal de commerce de Brest au 1^{er} semestre 2021.
(Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest)

2 000
salariés du privé supplémentaires, +2,1 % en un an (+2,4 % en Bretagne)
(Source : Urssaf)



6,3 %
de taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest au 2^d trimestre 2022, -0,5 point en un an, 5,9 % en Bretagne
(Source : Insee)



28 821
demandeurs d'emploi catégorie A, B et C au 2^d trimestre 2022, -9 % en un an (-8,5 % en Bretagne)
(Source : Dreets Bretagne)



95 425 m²
autorisés en immobilier d'entreprise au 1^{er} semestre 2022, +44 % en un an
(Source : SDES Sitadel2, traitement Adeupa)



1 397
logements autorisés au 1^{er} semestre 2022, -10 % en un an
(Source : SDES Sitadel2, traitement Adeupa)



1,26 millions de tonnes de fret ont transité par le port de commerce au 1^{er} semestre 2022, -3 % en un an
(Source : CCIMBO Brest)



379 438 passagers ont transité par l'aéroport de Brest au 1^{er} semestre 2022, +86 % en un an
(Source : CCIMBO Brest)

Focus sur le secteur de la construction



-10 % de déclarations d'embauches entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022 dans le pays de Brest (Source : Urssaf)

+4,3 % de déclarations d'embauche en CDI entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022 dans le pays de Brest (Source : Urssaf)

78 % des recrutements jugés difficiles par les entreprises du BTP dans le pays de Brest (Source : enquête, besoin de main-d'œuvre 2022)

3 fois plus de défauts de paiements parmi les entreprises de la construction de Brest métropole en 2022 (Source : Banque de France)

25 % d'entreprises fragiles parmi les entreprises de la construction de Brest métropole en 2022 (Source : Banque de France)

En résumé

L'économie du pays de Brest confirme la dynamique observée fin 2021 : le nombre de salarié·es du privé augmente, les déclarations d'embauche aussi, avec une part plus importante de CDI ; le taux de chômage et le nombre de demandeur·ses d'emploi diminuent ; enfin la construction de locaux d'activités repart à la hausse.

Si ces indicateurs sont encourageants, d'autres signes permettent de souligner les menaces qui pèsent sur l'économie qui pourraient fragiliser cette embellie. L'éventail d'incertitudes est très large : difficultés de recrutement dans de nombreux secteurs, hausse brutale du coût de l'énergie, prix des matières premières qui continue de grimper. Les multiples difficultés rencontrées par les entreprises se manifestent par une croissance significative des procédures collectives dont les dépôts de bilan dans le pire des cas.

Dans son enquête de conjoncture, la CCI Bretagne souligne le climat plutôt pessimiste des chef·fes d'entreprises à court et moyen termes : confiance en l'avenir en berne, difficultés d'approvisionnements, baisse du chiffre d'affaires et de la rentabilité. Si la situation du bassin brestois semble meilleure, avec une hausse du chiffre d'affaires constaté et une stabilité des effectifs, les prévisions des dirigeant·es bretons pour la fin d'année 2022 ne sont pas encourageantes. Les secteurs comme l'industrie ou la construction affichent des niveaux de crainte similaires à ceux observés pendant la crise sanitaire, et prévoient davantage de réductions des effectifs ou des investissements.

Activité économique

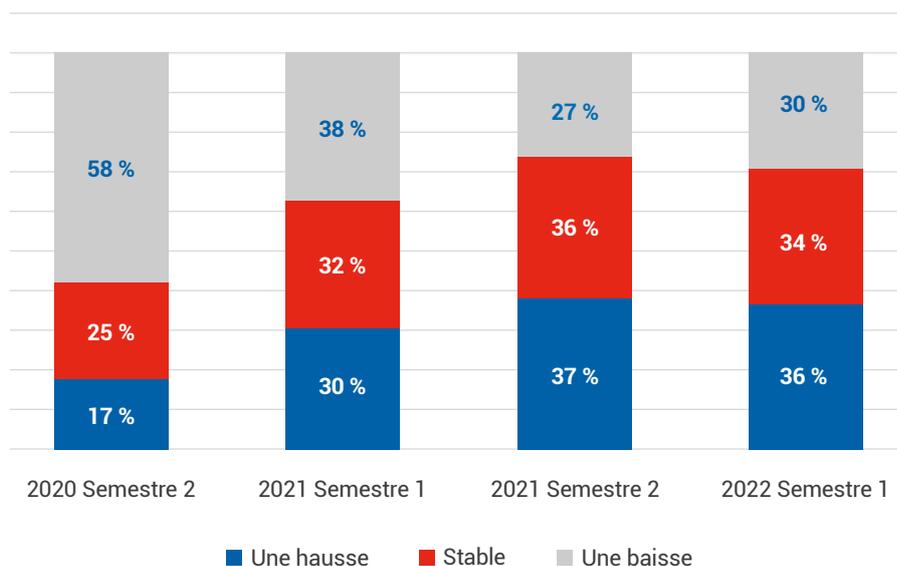
Un niveau d'activité en progression, qui tend à se tasser

Entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022, la part d'entreprises déclarant une augmentation de leur chiffre d'affaires progresse de 6 points. On peut toutefois remarquer un infléchissement de la dynamique par rapport à la fin d'année 2021.

En effet, davantage d'entreprises notent un recul de leur niveau d'activité. Cette évolution est en grande partie due aux répercussions de la guerre en Ukraine et à la dégradation de la conjoncture intervenue courant 2022.

61 % des répondant·es à l'enquête jugent que la hausse du coût des matières constitue un frein à leur activité. Les hausses du coût de l'énergie ou du transport sont également citées par 45 % des répondant·es comme potentiels freins à leur développement.

Évolution du chiffre d'affaires selon les chefs d'entreprises du bassin de Brest



Source : Chambre de commerce métropolitaine Bretagne Ouest, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, Adeupa Brest-Bretagne

L'emploi salarié privé progresse

Entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022, l'emploi salarié privé progresse de 2,1 % dans le pays de Brest, soit 2 000 emplois supplémentaires. Cette tendance est légèrement inférieure à la moyenne finistérienne (+2,2 %) et régionale (+2,4 %).

Les secteurs davantage concernés sont l'hôtellerie-restauration qui gagne 450 emplois, signe que le secteur retrouve ses niveaux d'activité d'avant-crise, ainsi que les autres services avec plus de 400 emplois supplémentaires. À l'exception du BTP et des services administratifs et de soutien, qui perdent quelques dizaines d'emplois, tous

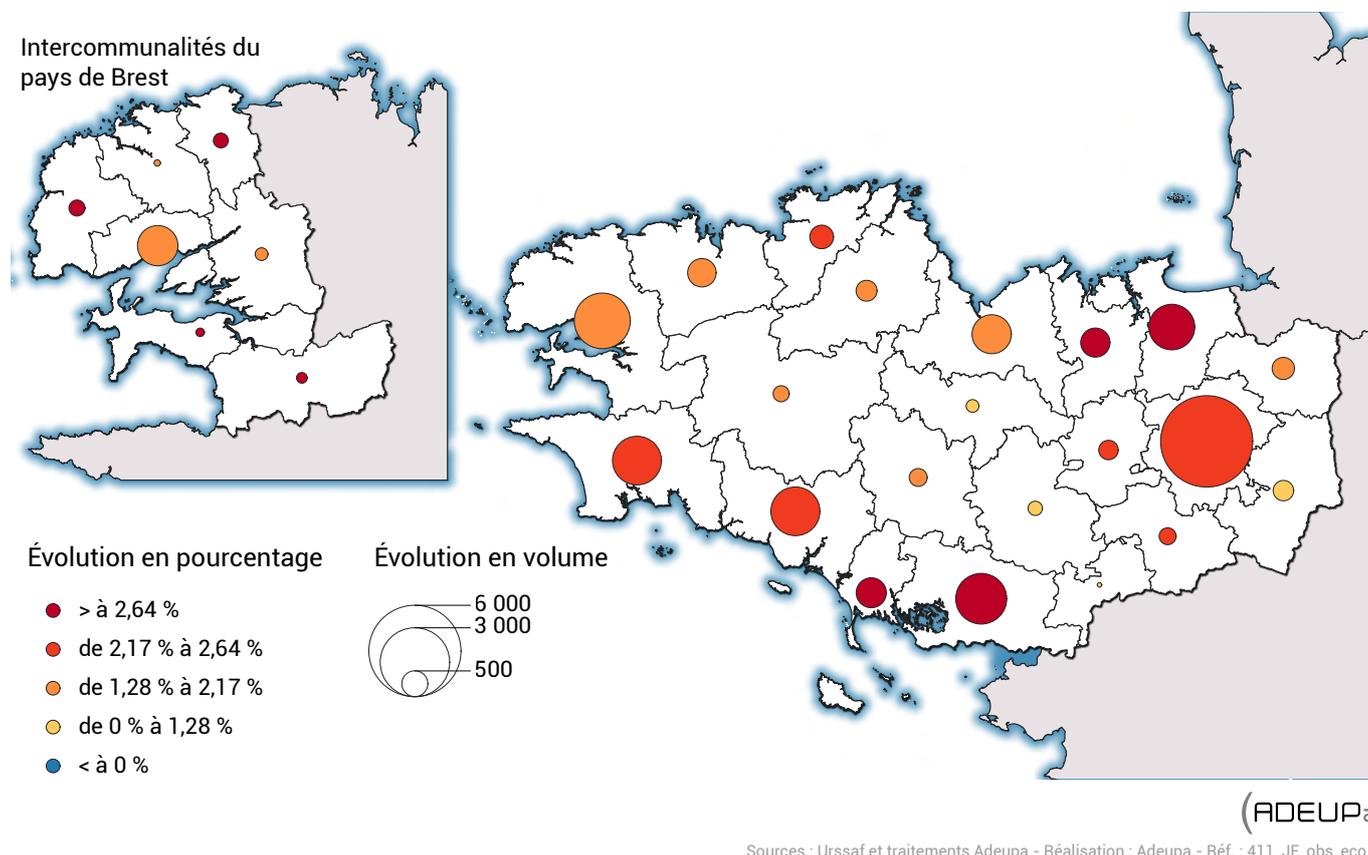
les autres secteurs voient leurs effectifs salariés progresser. Dans un contexte de diminution du taux de chômage et du nombre de demandeur-es d'emplois, cette très légère baisse des effectifs dans le BTP peut traduire des difficultés de recrutement structurelles, ce qui semble paradoxal étant donné l'explosion des carnets de commandes.

À l'échelle intercommunale, l'ensemble des EPCI du pays de Brest connaissent une hausse de l'emploi salarié privé. Celle-ci est plus importante sur les communautés de communes de Lesneven Côte des Légendes et du pays d'Iroise (plus de 4 % de gain) avec, par exemple, le développement de Tinctura, start-up dans le domaine des algues basée à Ploudaniel, l'ouverture d'une boutique par

l'entreprise le Groin de folie ou d'un nouveau magasin Écomiam à Lesneven, ou encore le déménagement et agrandissement du Lidl de Saint-Renan.

La dynamique est moins forte pour Brest métropole, la communauté de communes du pays des Abers ou la communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas (+1,5 % en moyenne), qui peuvent toutefois compter sur le dynamisme des entreprises du numérique (Ausy qui s'installe à Guipavas, le groupe Asten qui investit 3 millions d'euros dans son site de Gouesnou), de l'hôtellerie-restauration ou du commerce (ouverture d'un restaurant de la chaîne Burger King à Landerneau, installation de l'entreprise La Chocolaterie à Saint-Thonan, etc.).

Variation de l'emploi salarié privé par pays bretons entre les 2^{ds} trimestres 2021 et 2022



Immobilier d'entreprise : un net rebond

95 425 m² ont été autorisés au 1^{er} semestre 2022, soit une hausse de 44 % par rapport au même semestre de 2021. Ce volume est le plus haut niveau semestriel observé sur une dizaine d'années et il marque le retour à la dynamique d'avant crise sanitaire.

Les locaux de services publics (+50 % de surface) progressent en raison du permis de construire du nouveau collège public à

Landerneau, le deuxième de la commune.

Les permis de locaux commerciaux sont ceux qui ont crû le plus vite : trois fois plus de surface qu'en 2021. Cette forte croissance s'explique notamment par l'avancée du projet de la vallée du Leck, à Landerneau, avec deux permis de locaux commerciaux autorisés (5 437 m² et 3 805 m²).

Deux destinations de locaux d'activité

connaissent des baisses notables : un tiers de surface autorisée en moins pour les locaux artisanaux, et moitié moins pour les locaux industriels. Un permis industriel d'envergure a tout de même été autorisé au cours du 1^{er} semestre : l'entreprise Haizea Breizh, filiale du groupe espagnol Haizea Wind, étend son site de production d'éoliennes offshore sur le polder de Brest (4 400 m²).

Principaux permis déposés au cours du 1^{er} semestre 2022 (plus de 3 500 m²)



• **La Vallée du Leck**,
rue Berthe Bouguen,
Landerneau, projet
de **9 242 m²** (commerce)



• **SARL Kerim**,
ZAC de Lavallot, Guipavas,
projet de **5 511 m²**
(entrepasage)



• **Collège public**,
rue du docteur Pouliquen,
Landerneau, projet
de **4 672 m²** (collège public)

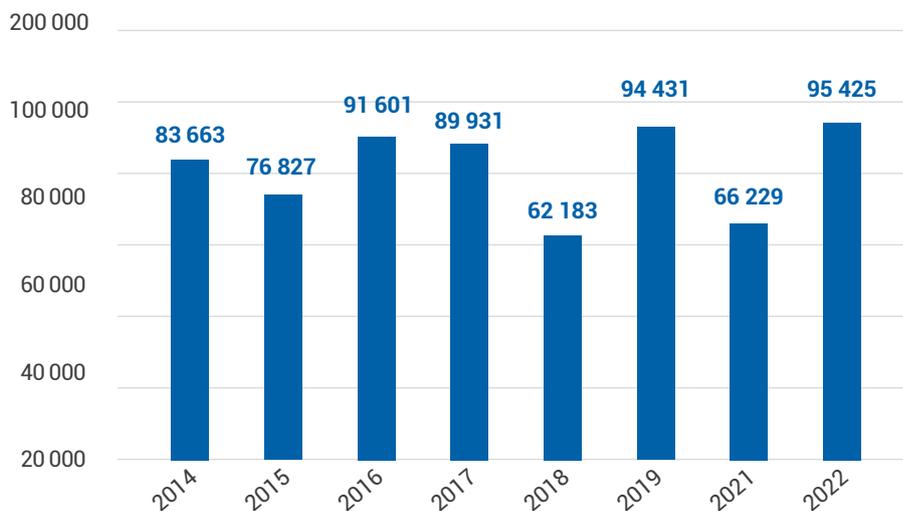


• **Haizea Breizh**,
rue des Petits gravelots, Brest,
projet de **4 400 m²** (industrie)



• **Ivest**, rue de Barsbuttel,
Guipavas, projet
de **3 600 m²**
(commerce et bureau)

Surface totale de locaux d'activités autorisée (en m²) au 1^{er} semestre dans le pays de Brest



Source : Sitadel2 - traitement Adeupa



Crédit : Julien CREFF - Brest métropole

Léger recul des trafics au port de commerce

Après une progression en 2021, l'activité du port de commerce est en baisse de 3 % au cours du 1^{er} semestre 2022, atteignant 1,265 million de tonnes. Le poste des vrac solides non agroalimentaires a reculé de 17 %, impacté par la baisse des trafics de ciment (divisés par deux) et de sable (-11 %). Les échanges de matières premières agroalimentaires ont progressé de 8 %, particulièrement par le trafic de graines de soja (+30 %).

Après la crise sanitaire et l'augmentation du coût de l'énergie, les importations d'hydrocarbures ont encore diminué (-3 %). Le trafic conteneurs demeure orienté à la baisse (-8 %), malgré une hausse des échanges de pommes de terre (+146 %) et de poudre de lait (+235 %).

Activité de réparation navale civile : la hausse se poursuit

Après une forte baisse en 2020, l'activité de réparation navale poursuit sa progression avec 18 navires accueillis en cale sèche et huit à quai au premier semestre, soit un total de 26 navires, contre 21 l'année précédente. Le nombre d'heures de grues a plus que doublé par rapport à 2021.



TRAFIC PORTUAIRE

1 265 000 tonnes

26 navires accueillis
aux quais de réparation

2 fois plus d'heures de grue en 2022
par rapport à 2021

Aéroport Brest Bretagne : un trafic en progression et une première place régionale conservée

Après un niveau d'activité en baisse depuis le début de la crise sanitaire en mars 2020, le nombre de passager-es ayant transité par l'aéroport Brest Bretagne repart à la hausse au 1^{er} semestre 2022, avec près de 380 000 voyageur-es.

Les mouvements commerciaux ont progressé de 24 % et le trafic passager a

augmenté de 86 %. Les vols nationaux ont augmenté de 75 %, avec notamment une croissance de +164 % vers Paris Charles De Gaulle. Les vols réguliers affichent une hausse de 82 %. La fin de nombreuses restrictions sanitaires a permis aux vols charters de renouer avec la croissance (près de 6 400 passager-es supplémentaires).



TRAFIC AÉRIEN

380 000 voyageur-es
au 1^{er} semestre 2022

+86 % par rapport
au 1^{er} semestre 2021

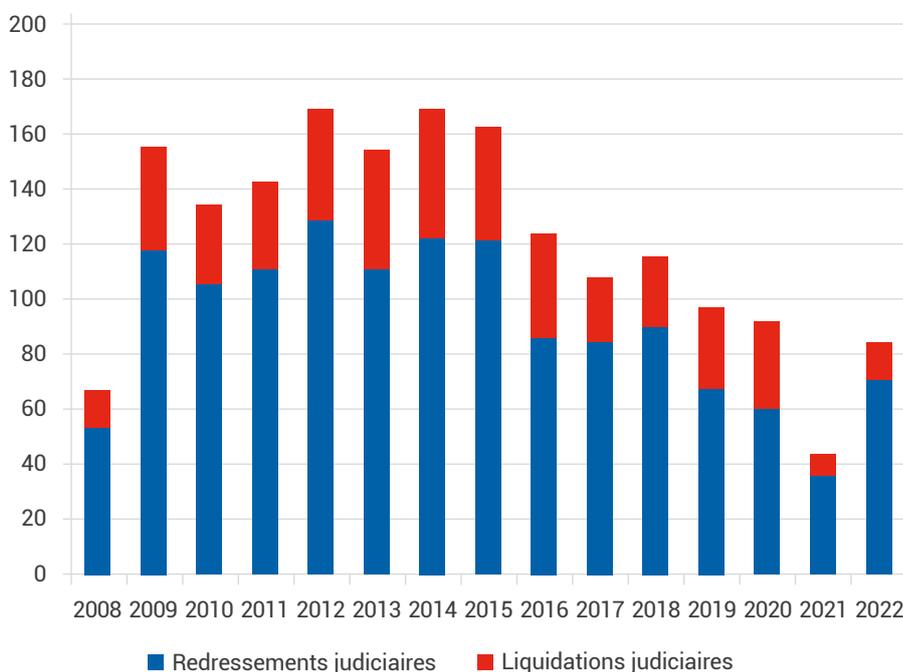
Des défaillances d'entreprises qui repartent à la hausse

Les défaillances d'entreprises dans le pays de Brest repartent nettement à la hausse, +93 % entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022. En cause, la fin des mesures d'aide gouvernementales, des trésoreries dégradées couplées à des difficultés pour certaines entreprises à rembourser les prêts garantis par l'État, et le contexte inflationniste, notamment dans l'énergie.

Si cette augmentation des défaillances est conséquente, le 1^{er} semestre reste à des niveaux particulièrement bas par rapport aux 10 dernières années. En dehors de 2021, il faut remonter à 2008 pour observer un nombre de défaillances aussi faible.

L'évolution de la situation à court terme reste toutefois inconnue : est-ce le début d'une vague de défaillances qui va s'intensifier ou va-t-on observer une stabilité de défaillances, avec la prolongation ou la mise en place de mesures d'aides aux entreprises pour faire face à cette nouvelle crise (bouclier tarifaire sur l'énergie, ouverture de nouveaux PGE) ?

1^{er} semestre - Redressements et liquidations judiciaires prononcés au greffe du tribunal de commerce de Brest



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest. Traitements Adeupa

Marché de l'emploi

Baisse de la demande d'emploi : une amélioration qui concerne toutes les catégories

Au 1^{er} semestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A¹ diminue de 17,6 % par rapport à 2021, ce qui représente environ 2 943 personnes inscrites de moins. Cette amélioration est supérieure à la moyenne départementale (-17,1 %), à la moyenne nationale (-15,8 %), mais reste inférieure à la moyenne régionale (-17,9 %).

Les différents profils de demandeurs de catégorie A sont concernés par cette tendance, mais pas avec la même ampleur. Le nombre de demandeur-ses d'emplois de moins de 26 ans a chuté de 26 % en moyenne, quand celui des seniors de plus de 50 ans a baissé de 13,8 %. Pour la demande toutes catégories

confondues (A, B² et C³), le nombre de demandeur-ses d'emplois baisse de 9 %, un recul supérieur au Finistère (-7,9 %) à la Bretagne (-8,5 %) et équivalent la moyenne nationale.

1. Demandeur-euse d'emploi de catégorie A : personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel)
2. Demandeur-euse d'emploi de catégorie B : personnes ayant exercé une activité réduite (moins de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi
3. Demandeur-euse d'emploi de catégorie C : personnes ayant exercé une activité réduite « longue » (plus de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Un taux de chômage en baisse

Au 1^{er} semestre 2022, le taux de chômage pour la zone d'emploi de Brest diminue de 0,5 point par rapport à 2021 et s'établit à 6,3 %. Ce chiffre traduit toutefois une légère dégradation de la situation, avec un taux de chômage en légère hausse par rapport aux deux précédents trimestres (6 % au premier trimestre 2022 et 6,1 % au dernier trimestre 2021). Le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest, bien que supérieur à la moyenne régionale (5,9 %), reste largement inférieur à la moyenne nationale (7,2 %).

Si la diminution du taux de chômage concerne tous les territoires bretons, leurs dynamiques peuvent varier : les territoires à l'est, dont certains proches du plein emploi, connaissent une baisse du taux de chômage modérée, alors que ceux situés à l'ouest, avec un taux de chômage un peu plus élevé, sont marqués par des baisses plus rapides. Deux territoires au taux chômage plus élevé peinent à le faire diminuer de façon substantielle : le pays Centre Ouest Bretagne et le pays de Guingamp.

CHIFFRES-CLÉS DE LA DEMANDE D'EMPLOI DANS LE PAYS DE BREST



13 773

demandeur·ses d'emploi de catégorie A
(-17,6 % en un an ; -17,9 % en Bretagne)

28 821

demandeur·ses d'emploi de catégories A,B
et C (-9 % en un an ; -8,5 % en Bretagne)



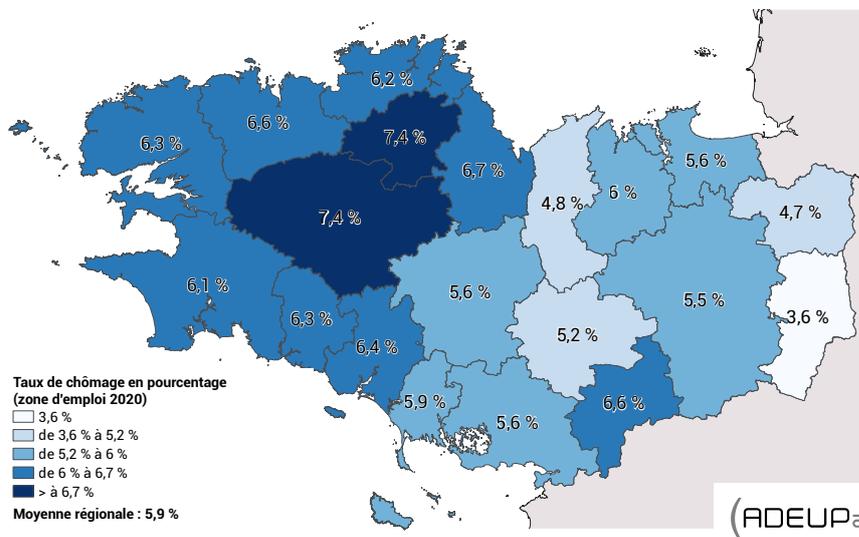
Les profils les plus concernés par la baisse
de la demande d'emploi en catégorie A
LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS
(-27 % ; -25,1 % en Bretagne)

**LES DEMANDEURS D'EMPLOI
DE TRÈS LONGUE DURÉE > 1 AN**
(-26,6 % ; -25,1 % en Bretagne)

Les profils en difficulté concernant
les catégories A, B et C
LES SENIORS DE 50 ANS ET PLUS
(-4,5 % ; -4,2 % en Bretagne)

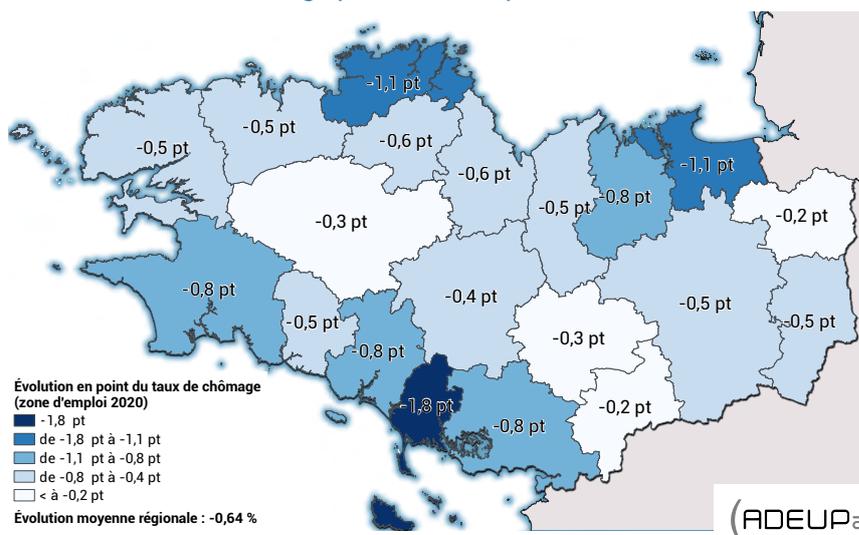
**LES DEMANDEURS D'EMPLOI
DE TRÈS LONGUE DURÉE > 3 ANS**
(-7,2 % ; -6,3 % en Bretagne)

Taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2022



Sources : Insee, estimations de taux de chômage localisés Réalisation : Adeupa - Réf. : 411_JF_obs_eco

Évolution du taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2022



Sources : Insee, estimations de taux de chômage localisés Réalisation : Adeupa - Réf. : 411_JF_obs_eco

Davantage d'embauches, et plus souvent en CDI

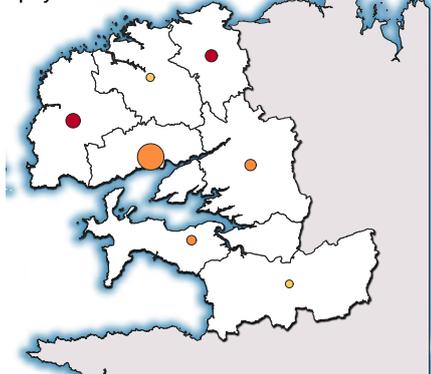
Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois a augmenté de 11,2 % entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022, soit un peu plus de 2 120 contrats supplémentaires. Ce chiffre est toutefois inférieur aux moyennes départementales (+12,6 %) et régionales (+14,1 %).

L'hôtellerie-restauration se distingue par son dynamisme : +37,5% et presque 1 100 contrats supplémentaires. Ces chiffres confirment que le secteur s'est bien relevé de la crise sanitaire, avec une demande en main-d'œuvre en forte hausse. Pour autant,

les difficultés de recrutement structurelles subsistent et se trouvent aggravées par le contexte actuel.

La grande majorité des autres secteurs connaissent une dynamique positive, avec un peu plus de 8 % de progression pour les services (740 contrats supplémentaires), pour le commerce (+300) et pour l'industrie (+170). Le BTP est le seul secteur du pays de Brest à enregistrer une baisse de -10 %, soit environ 175 contrats de moins qu'en 2021, une situation inquiétante qui s'ajoute à la baisse des effectifs salariés privés du secteur souligné précédemment. Le nombre

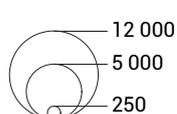
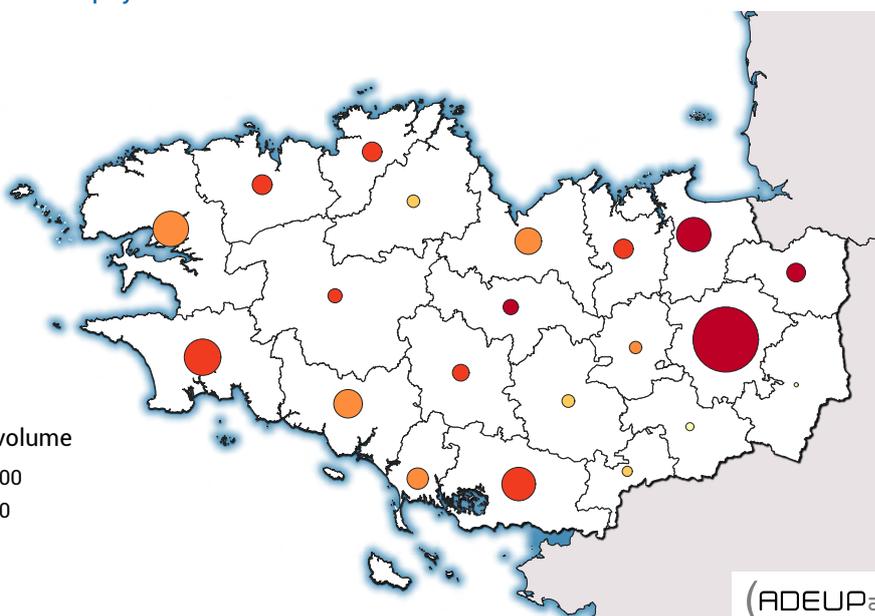
de DPAE augmente, et avec lui la part de CDI. Elle progresse dans tous les secteurs du pays de Brest, passant de 47 % en moyenne à 51 % au 1^{er} semestre 2022. Le secteur des services est celui qui connaît la progression la plus importante de contrats en CDI (+5,6 points), suivi du BTP qui, malgré la baisse du volume de DPAE, voit la part de CDI dans ses DPAE progresser de 4,3 points. La baisse du taux de chômage et les difficultés à recruter du secteur peuvent expliquer ce recours au CDI plus important, manière pour les entreprises de fidéliser de façon plus pérenne leur main-d'œuvre.

Intercommunalités du
pays de Brest

Évolution en pourcentage

- > à 20,3 %
- de 12,3 % à 16,3 %
- de 8,3 % à 12,3 %
- de 4,3 % à 8,3 %
- < à 4,3 %

Évolution en volume

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE)
dans les pays bretons entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022

Sources : Urssaf et traitements Adeupa Réalisation : Adeupa - Réf. : 411_JF_obs_eco

Ménages

Léger recul de la trésorerie et recours aux crédits revolving plus fréquent

La trésorerie des ménages recule de 0,5 point au 1^{er} semestre 2022. Cette évolution marque la fin d'une période de hausse constante observée depuis la crise sanitaire. Dans le même temps, les crédits à la consommation marquent un recul de 5 points, alors que le recours aux crédits revolving progresse, lui, d'un peu plus de 4 points. Dans le contexte inflationniste actuel, cette hausse du recours au crédit revolving peut montrer que de plus en plus de ménages ne parviennent plus à assurer la totalité de leurs dépenses par leurs seuls revenus. Selon les données de la Banque de France pour le Finistère, la capacité d'épargne des ménages a été divisée par deux entre juin 2021 et juin 2022, conséquence directe de la hausse des prix.

Un investissement dans l'habitat qui continue de progresser...

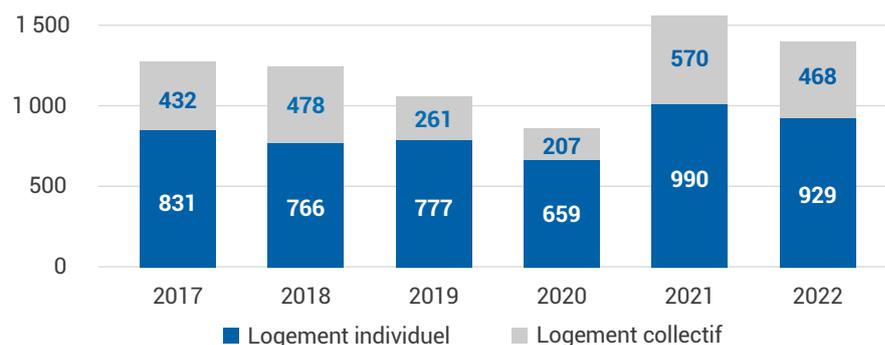
L'épargne logement des ménages continue d'augmenter au cours du 1^{er} semestre 2022 : +4 points par rapport à 2021. Il atteint son niveau le plus haut en 10 ans. Le crédit à l'habitat continue lui aussi sa progression et atteint également des niveaux records.

Le contexte inflationniste ne semble pas encore décourager les ménages d'investir dans l'immobilier. L'épargne logement doit toutefois être abordée avec prudence, car plus qu'un moyen de financer un projet immobilier, elle peut être un simple placement. Aussi, malgré des placements dédiés au logement en hausse, la progression du prix de l'immobilier et des taux d'intérêt rendent l'accès au crédit habitat de plus en plus contraint.

...mais une baisse du nombre de permis de construire

1 397 logements ont été autorisés au 1^{er} semestre 2022 dans le pays de Brest, contre 1 560 un an auparavant. Toutefois, le niveau observable reste conséquent comparativement aux années précédentes à 2020. Ce ralentissement est à surveiller et peut être le signe d'un contexte économique plus incertain : conflit ukrainien, inflation, accès au crédit plus difficile,...

En parallèle, l'augmentation du coût des matériaux, l'allongement des délais de livraison ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que les difficultés à recruter de la main-d'œuvre, contraignent également les constructeurs, avec des chantiers à l'arrêt ou des carnets de commande bloqués alors même que la demande est élevée.

Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest au 1^{er} semestre

Source : Dreal, Sitadel2 - traitement Adeupa

Le secteur de la construction dans le pays de Brest : entre fort dynamisme et tensions inquiétantes

Selon l'Insee, la construction représente environ 10 % des établissements et 7 % des effectifs salariés du pays de Brest en 2022. Si le secteur a connu des dynamiques positives ces dernières années, notamment au sortir de la crise sanitaire, les entreprises de construction sont aujourd'hui confrontées à plusieurs difficultés, tant structurelles que conjoncturelles, qui font peser un risque de décrochage pour la filière.

Des difficultés à recruter amenées à se confirmer

La situation du bâtiment paraît particulièrement préoccupante. Alors qu'à l'échelle du pays de Brest le taux de chômage et le nombre de demandeurs d'emploi diminuent et entraînent une augmentation des effectifs et des embauches dans tous les autres secteurs, le bâtiment connaît la dynamique inverse. Les effectifs diminuent, bien que de façon très légère, ainsi que les déclarations d'embauches. Loin de bénéficier de la dynamique qui traverse les autres secteurs, le bâtiment voit ici ses difficultés aggravées par la conjoncture. Selon l'enquête de besoin de main-d'œuvre, réalisée par Pôle emploi pour 2022, les entreprises du secteur de la construction dans le pays de Brest prévoyaient pourtant une forte hausse des embauches par rapport à l'année précédente.

Dans un contexte de diminution du chômage et de la demande d'emploi, la main-d'œuvre disponible se fait plus rare. La hausse du recours aux CDI est d'ailleurs le signe d'une volonté de fidéliser les personnes recrutées.

D'autre part, les difficultés d'approvisionnement, les délais de livraisons qui s'allongent et l'augmentation des prix des matériaux peuvent conduire à des périodes d'interruption de l'activité pour certaines entreprises et donc à une diminution des CDD.

Si les prévisions des entreprises de la construction à la fin d'année 2021 étaient plutôt optimistes, la tendance est

différente pour les prévisions à court terme. Les entreprises du BTP dans le bassin de Brest sont moins nombreuses à anticiper des hausses d'effectifs, et penchent plutôt vers une stabilité. Les prévisions à l'échelle régionale sont nettement plus pessimistes et les entreprises bretonnes prévoient des réductions d'effectifs dans les prochains mois.

Hausse du coût des matériaux et de l'énergie : des freins importants à la reprise du secteur

Selon l'Insee, les coûts dans le bâtiment ont augmenté d'environ 10 points entre juin 2021 et juin 2022, alors que la hausse n'était que de 5 points entre juin 2020 et juin 2021. La Fédération française du bâtiment considère que cette hausse des coûts est en très grande partie imputable aux progressions de prix des matériaux. Cette hausse des prix est à la fois due aux difficultés d'approvisionnement, qui raréfient les quantités disponibles et les renchérissent, et à l'augmentation importante du prix de l'énergie (il a doublé en un an à l'échelle européenne) qui contraint les industriels à eux aussi augmenter leurs prix de vente. Parmi les produits les plus concernés, on trouve l'aluminium, l'acier, le zinc, le ciment, mais aussi le bois.

L'analyse des établissements du bâtiment dans le pays de Brest, réalisée par la cellule économique de Bretagne, permet d'apprécier la vulnérabilité de certains corps de métiers face au contexte actuel.

Les entreprises du pays de Brest, plutôt tournées vers les travaux de gros œuvre, de menuiserie, de vitrerie ou de couverture, sont de fait dépendantes des prix du bois, du ciment ou du zinc, et sont donc particulièrement vulnérables face aux variations rapides des prix de ces matières.

Défaut de paiement, endettement : un secteur fragilisé

Le secteur de la construction ressort de la crise sanitaire fragilisé du point de vue financier selon la dernière analyse conjoncturelle de la Banque de France pour Brest métropole.

Les incidents de paiement ont plus que triplé entre 2021 et 2022 (110 000 euros en 2021 contre 373 000 en 2022).

La moitié des prêts garantis par l'État au moment de la crise sanitaire doit encore être remboursée par le secteur de la construction.

En septembre 2022, 25 % des entreprises du secteur de la construction étaient fragiles, une part plus élevée qu'en Bretagne (23,2 %) et en hausse par rapport à juin 2022 (19,8 %).

CHIFFRES-CLÉS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION DANS LE PAYS DE BREST



3 fois plus d'incidents de paiement entre les 1^{ers} semestres 2021 et 2022

25 % d'entreprises du secteur jugées fragiles

Recul du nombre d'embauches supérieures à un mois de 10 %...
...mais recours au CDI plus important

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Yves Cléach

Réalisation : François Da Silva, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

Traitements statistiques/Cartographie : Julien Florent, Arnaud Jaouen

Mise en page : duneidées.autre

Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71 | contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : Janvier 2023 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 23-014 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE